

Service Départemental d'Incendie et de Secours
Affaire suivie par : Lieutenant-Colonel MAILLARD Franck
Téléphone : 02.38.523.527
mél : prevention@sdis45.fr
Réf. à rappeler : FM/ AM/ D-2024-001529
Dossier : E-234-00530

PROCES-VERBAL DE VISITE
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

(Article 49 décret n° 95-260 du 8 mars 1995)

ETABLISSEMENT VISITE

**NOM DE L'ETABLISSEMENT : ECOLE POLYTECHNIQUE SITE LEONARD DE VINCI -
BATIMENTS PASCAL - EULER - JOULE - DESCARTES -
CARNOT - LAGRANGE - LAPLACE - NAVIER**

EXPLOITANT : POLYTECH

PROPRIETAIRE : UNIVERSITE D'ORLEANS

**ADRESSE : 8 Rue Léonard de Vinci
45000 ORLEANS**

VISITE PERIODIQUE

DATE ET HEURE DE LA VISITE : le LUNDI 8 AVRIL 2024 à 14H00

Visite effectuée par

la

Commission de Sécurité de l'Arrondissement d'ORLEANS

EFFECTIF THEORIQUE DES PERSONNES RECUES*

PUBLIC - ETUDIANTS ET DOCTORANTS	800
PERSONNEL	141
ENSEIGNANTS	60
IATOSS	36
LEARNING LAB	20
CETIM	0
FABLAB	5
LOUNGE	20
EFFECTIF TOTAL	941

**Selon déclaration d'effectif du chef d'établissement en date du 08/04/2024*

CLASSEMENT

**ETABLISSEMENT DU 1^{ER} GROUPE DE TYPE R AVEC ACTIVITES DE TYPE L & W
DE 2^{EME} CATEGORIE**

**PERIODICITE REGLEMENTAIRE DE VISITE : 3 ANS
DATE DE LA DERNIERE VISITE PERIODIQUE : 08/04/2021**

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETABLISSEMENT (Nombre de bâtiments, de niveaux, superficie, etc...)

Historique :

Le 13 mai 2020, la Commission Communale de Sécurité de la Ville d'Orléans a émis un AVIS FAVORABLE à la réalisation des travaux sous le numéro de Permis de Construire 0475-234-19-00147 (construction d'un module de stockage bouteilles de gaz).

Le 8 avril 2021, la visite concernait le contrôle périodique de l'établissement ainsi que la réception de travaux du Permis de Construire n° 0475-234-19-00147 (construction d'un module de stockage bouteilles de gaz) qui a fait l'objet depuis, d'un Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux suite à l'avis défavorable permettant ainsi de lever ce dernier.

Descriptif de l'établissement :

BATIMENT CARNOT (R+1 sur sous-sol)

HALL CARNOT

➤ 1^{ER} ETAGE :

- > bureaux
- > un sanitaire handicapé
- > une salle de réunion

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > une salle comprenant trois locaux « Aéro » et une salle des pupitres de commandes
- > un local entrepôt
- > un local serveur
- > deux locaux « manip » avec un pupitre de commande dans la circulation
- > sanitaires
- > vestiaires
- > une salle de réunion

➤ SOUS-SOL :

- > deux locaux « Manip »
- > quatre cellules / essai moteur desservis par un couloir technique
- > une salle de préparation / atelier
- > une réserve
- > une zone technique comprenant trois locaux

CETIM : (locaux non accessibles au public)

➤ 1^{ER} ETAGE :

- > bureaux
- > sanitaires
- > un local ménage
- > une salle de réunion

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > bureaux
- > sanitaires
- > une sous-station
- > un local rangement
- > deux salles « manip »

BATIMENT PASCAL : (R+5 sur sous-sol) desservi par deux escaliers et un ascenseur

➤ 5^{ème} ETAGE :

- > bureaux
- > 1 salle de réunion
- > 1 local réserves
- > sanitaires

➤ 4^{ème} ETAGE : [FABLAB]

- > bureaux
- > 1 local réserves
- > 4 salles de réunion
- > sanitaires

➤ 3^{ème} ETAGE : [Learning Lab]

- > 6 bureaux
- > 2 escaliers
- > sanitaires
- > cafétéria centrale
- > 1 local réserve
- > 1 local serveur
- > 1 laboratoire – recherche enseignement de 72 m²
- > 1 salle de réunion

➤ 2^{ème} ETAGE :

- > bureaux
- > 1 salle de réunion
- > 1 labo photo
- > 2 salles de cours
- > sanitaires

➤ 1^{er} ETAGE :

- > salle de réunion
- > salle du Conseil d'Administration
- > 1 salle de cours
- > 1 bureau
- > locaux techniques
- > 1 local office
- > sanitaires

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > 1 hall d'entrée
- > 1 amphithéâtre de 300 places
- > 2 salles de TD
- > 1 local technique / Chauffage urbain / accès par l'extérieur
- > sanitaires

➤ SOUS-SOL :

- > 1 foyer-cafétéria
- > réserve
- > sanitaires
- > 1 local technique machinerie-ascenseur
- > 1 local technique-ventilation
- > 1 local TGBT

BATIMENT DARCY (R+1 structure métallique) desservi par un escalier et un ascenseur

➤ 1^{er} ETAGE :

- > 14 locaux (salles de manipulations et bureaux)
- > locaux techniques
- > 1 local rangement
- > 1 espace reprographie
- > sanitaires

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > 5 salles de travaux pratiques
- > 1 local transformateur BT et ventilation
- > 1 vestiaire
- > sanitaires
- > 1 local rangement
- > 1 espace de stockage de matériels incombustibles comprenant un local électrique
- > 1 hall

BATIMENT LAGRANGE : R + 1

➤ 1^{er} ETAGE :

- > une salle informatique
- > passerelle accédant au bâtiment NAVIER
- > sanitaires
- > 1 local ventilation
- > bureaux
- > une salle de travaux pratiques
- > un espace doctorant avec une salle de réunion

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > un hall
- > bureaux
- > huit salles informatiques dont deux salles pouvant accueillir 25 personnes
- > un amphithéâtre de 180 places avec cabine de projection
- > sanitaires
- > un local technique

BATIMENT EULER : R + 1 sur sous-sol

➤ 1^{er} ETAGE :

- > salle de préparation
- > une réserve / cellule bancs moteurs avec accès terrasse

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > soufflerie aérodynamique à retour
- > cellule d'essais moteurs
- > 1 salle de recherche
- > une salle de TP
- > une salle de préparation
- > locaux associatifs
- > sanitaires
- > 1 local TGBT
- > 1 local transformateur

➤ SOUS-SOL :

- > fosse moteur / cellule essais moteurs

BATIMENT JOULE : R + 1

➤ 1^{er} ETAGE :

- > salles de cours
- > bureaux
- > 1 local archives
- > sanitaires
- > 1 local technique
- > un espace terrasse
- > une sous-station en terrasse

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > salles d'enseignement
- > bureaux
- > 1 salle du personnel / local photocopieur
- > sanitaires
- > 1 local technique
- > 1 local courrier

BATIMENT LAPLACE : R + 1

➤ 1^{er} ETAGE :

- > une salle d'enseignement
- > 3 salles TP
- > 1 local technique

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > hall
- > local comprenant 1 atelier mécanique + 1 bureau + 1 magasin
- > un local associations d'étudiants / mécanique
- > salles TP
- > sanitaires
- > une sous-station

BATIMENT NAVIER : R + 1 sur sous-sol

Galerie désenfumée reliant le bâtiment Pascal

➤ 1^{er} ETAGE :

- > salles de cours
- > bureaux
- > 1 local technique
- > sanitaires
- > une galerie reliant le bâtiment Lagrange

➤ REZ-DE-CHAUSSEE :

- > laboratoires d'analyse
- > bureaux
- > une salle de TP
- > 1 local associatif
- > sanitaires

➤ **SOUS-SOL :**

- > salles TP
- > bureaux
- > 1 local reprographie / réserves desservi par un sas
- > sanitaires
- > réserve
- > un local poubelle
- > un local associatif

BATIMENT DESCARTES : R + 2

➤ **2^{ème} ETAGE :**

- > 1 appartement de fonction dont l'accès se fait par le RDC

➤ **1^{er} ETAGE :**

- > bureaux
- > un office

➤ **REZ-DE-CHAUSSEE :**

- > hall d'accueil / local SSI
- > bureaux
- > sanitaires

MOYEN DE CHAUFFAGE : sous station de chauffage urbain géré par la SOCOS

MOYENS DE SECOURS :

- extincteurs
- téléphone urbain
- Système de Sécurité Incendie de Catégorie A, alarme de type 1 sans temporisation

La fonction évacuation générale génère également pour les amphithéâtres : l'arrêt du programme en cours et la remise en lumière de la salle.

Désenfumage naturel / mécanique du sous-sol et des circulations du bâtiment Pascal

Désenfumage naturel / naturel dans les halls d'entrée des bâtiments Pascal et Descartes et dans l'amphithéâtre du bâtiment Pascal

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE : 1 poteau incendie n° 164 délivrant 219 m³/h sous 1 bar situé rue de Carbone à l'angle de la rue Léonard de Vinci

**EFFECTIF THEORIQUE DES PERSONNES RECUES*
AVANT VISITE**

PUBLIC - ETUDIANTS ET DOCTORANTS	_____	788
PERSONNEL	_____	160
ENSEIGNANTS	_____	60
IATOSS	_____	36
CREAM	_____	4
CETIM	_____	10
FABLAB	_____	10
LOUNGE	_____	40
EFFECTIF TOTAL	_____	948

*Selon déclaration d'effectif du chef d'établissement en date du 08/04/2018

PRESCRIPTIONS A REALISER

- Polytech*
- Polytech*
- Polytech*
- S42*
- Polytech*
- 1) Lever les observations du Rapport de Vérifications Réglementaires en Exploitation des installations électriques suite au rapport réalisé par SOCOTEC en date du 28/06/2023.
 - 2) Interdire l'emploi de multiprises dans l'établissement conformément à l'article EL11§7 du règlement de sécurité.
 - 3) Mettre à jour les plans d'intervention conformément à l'article MS 41 du règlement de sécurité. Les membres du groupe de visite ont constaté qu'il n'y avait pas de plans pour l'ensemble de l'établissement mais uniquement des plans d'évacuation par bâtiment. Il sera nécessaire de proposer au préventionniste en charge de la visite une proposition de plans utilisables par les sapeurs-pompiers en cas d'intervention.
 - 4) Lever les observations du Rapport de Vérifications Réglementaires en exploitation annuelles du Système de Sécurité Incendie réalisé par AVISS en date du 23/10/2023. Cela concerne des problématiques de surveillance du désenfumage par l'absence de reports identifiés mais également par l'absence d'arrêts pompiers pour les moteurs de désenfumage.
 - 5) Procéder à la réparation des joints sur les portes coupe-feu dans les couloirs.

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

- **Création, modification ou aménagement d'un ERP : article L122-3 du code de la construction et de l'habitation** (Conformément à l'article 8 de l'ordonnance 2020-71 du 29 janvier 2020).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative, qui vérifie leur conformité aux règles d'accessibilité prévues à l'article L. 161-1 et, lorsque l'effectif du public et la nature de l'établissement le justifient, leur conformité aux règles de sécurité contre l'incendie prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2.

La vérification de la conformité aux règles prévues à l'article L. 161-1 n'est pas exigée lorsque les travaux n'ont pas d'incidence sur l'accessibilité du cadre bâti. Il en va de même pour la vérification de la conformité aux règles prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2 lorsque les travaux n'ont pas d'incidence sur le niveau de sécurité contre l'incendie.

Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de la même autorité administrative. Toutefois, lorsque l'aménagement intérieur d'un établissement recevant du public ou d'une partie de celui-ci n'est pas connu lors du dépôt de la demande de permis de construire, le permis de construire indique qu'une autorisation complémentaire doit être obtenue en ce qui concerne l'aménagement intérieur du bâtiment ou de la partie de bâtiment concernée avant son ouverture au public.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque les travaux font perdre la qualité d'établissement recevant du public à la totalité de l'immeuble, sauf lorsque celui-ci est situé dans un quartier prioritaire de la politique de la ville au sens de l'article 5 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

- **Utilisation exceptionnelle des locaux**

En application de l'article GN 6 du règlement de sécurité, la Commission rappelle que l'utilisation, même partielle ou occasionnelle de l'établissement pour une exploitation autre que celle autorisée, ou pour une démonstration ou une attraction pouvant présenter des risques pour le public et non prévue par le règlement de sécurité doit faire l'objet d'une demande d'autorisation, à l'autorité administrative compétente, présentée par l'exploitant au moins quinze jours avant la manifestation ou la série de manifestations.

Lorsque l'organisateur de la manifestation n'est pas l'exploitant de l'établissement, la demande d'autorisation doit être présentée conjointement par l'exploitant et l'utilisateur occasionnel des locaux.

La demande devra toujours préciser la nature de la manifestation, les risques qu'elle présente, sa localisation exacte, l'effectif prévu, les matériaux utilisés pour la décoration envisagée, le tracé des dégagements et les mesures complémentaires de prévention et de protection proposées.

- **Travaux**

En application de l'article GN 13 du règlement de sécurité, l'exploitant de l'établissement ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

Si exceptionnellement de tels travaux doivent être entrepris en présence du public, les précautions relatives à la qualification du personnel chargé de leur exécution, à l'isolement du lieu de travail et à l'intervention immédiate des moyens de premiers secours doivent être prises.

Si la durée des travaux doit excéder 24 heures ou si l'évacuation des personnes risque d'être perturbée par ceux-ci, en application de l'article GN 6, une demande doit être faite à Monsieur le Maire en indiquant les précautions retenues tant pour la réalisation des travaux et l'isolement du "chantier" par rapport au reste de l'établissement que pour l'évacuation du public.

- **Organisation du contrôle de l'établissement**

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du règlement de sécurité. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des techniciens compétents ou des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Les procès-verbaux et comptes rendus des vérifications devront être tenus à la disposition des membres des commissions de sécurité. Ils seront communiqués à l'autorité administrative compétente.

Le maire, après avis de la commission de sécurité compétente, pourra imposer des essais et vérifications supplémentaires.

Les installations techniques suivantes ont été vérifiées, à savoir :

- **Installations électriques et Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité :**
rapport de vérification annuelle en date du 28/06/2023 par SOCOTEC
- **Système de sécurité Incendie :**
 - **rapport de vérification annuelle** en date du 23/10/2023 par AVISS
 - **rapport de vérification triennale** en date du 26/06/2023 par SOCOTEC
- **Ascenseurs :**
 - **maintenance** par SCHINDLER
 - **vérification annuelle** le 19/09/2023 par A2C contrôle
 - **rapport de vérification quinquennale** en date du 22/10/2020
- **Désenfumage, portes coupe-feu, Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité :**
 - **vérification annuelle** le 24/07/2023 par AVISS
 - **rapport de vérification triennale du désenfumage** en date du 26/06/2022 par SOCOTEC
- **Extincteurs : vérification annuelle** en janvier 2023 par CHUBB
- **Exercice d'évacuation** le 23/10/2024

OBSERVATIONS

L'exploitant précise en date du 8 avril 2024 qu'il a procédé au changement du mobilier dans la salle du conseil en 2023 (tables et chaises)

AVIS DE LA COMMISSION DE SECURITE DE L'ARRONDISSEMENT D'ORLEANS

Les membres de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement d'ORLEANS émettent un **AVIS FAVORABLE** à la poursuite de l'exploitation de cet établissement et **lèvent l'AVIS DEFAVORABLE émis en date du 08/04/2021.**

M. le Maire d'ORLEANS s'assurera de la réalisation des prescriptions et informera la Commission de Sécurité de l'état d'avancement des travaux prescrits dans le présent procès-verbal de visite.

Le résultat de la visite ainsi que la décision du maire d'ORLEANS doivent être notifiés par ce dernier à l'exploitant soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception (Article R 143-42 du Code de la Construction et de l'Habitation), une copie de cette notification sera transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours chargé du secrétariat de la Commission de Sécurité.

SEMOY, LE 26/04/2024

Pour la Préfète,
**Le Chef du Bureau de la Protection
et de la Défense Civiles**



Arnaud BOULAY

DESTINATAIRES :

- M. le Chef du Bureau de la Protection et de la Défense Civiles
- M. le Directeur Départemental des Territoires
- M. le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale du Loiret
- M. le Maire d'ORLEANS
- Secrétariat de la commission

